

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 16 (1966)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** Le département du Mont-Terrible sous le régime du Directoire (1795-1800). Etude des contacts humains, économiques et sociaux dans un pays annexé et frontalier [Jean-René Suratteau]

**Autor:** Courvoisier, Jean

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Überblick über die Stadtfinanzen. Diese konnten im Laufe des Krieges aus schwerster Verschuldung — hauptsächlich an Basel und Zürich — herausgeführt werden zu einem «herrlichen Wohlstand», nicht zuletzt dank den einträglichen Geschäften mit den Kriegsarmeen. Sehr kläglich ging dagegen der Versuch aus, eigene Mülhauser Münzen zu prägen. Im ganzen brachte also die Kriegszeit der Stadt nicht das landesübliche Elend, sondern vielmehr den Anstoß zu ökonomischer Regsamkeit und neuen, moderneren Wirtschaftsformen.

Der methodischen Sorgfalt, die der Autor auf seine Darlegungen verwendet hat, entsprechen auch die angefügten Textstücke sowie das reiche Literatur- und Namensverzeichnis. Man möchte nur wünschen, daß einmal ähnliche Monographien für unsere Schweizer Städte entstünden, auf Grund ebenso gründlicher Forscherarbeit, wie sie für das kleine Mülhausen geleistet worden ist.

*Basel*

*Julia Gauß*

JEAN-RENÉ SURATTEAU, *Le département du Mont-Terrible sous le régime du Directoire (1795—1800). Etude des contacts humains, économiques et sociaux dans un pays annexé et frontalier*. Paris, Les Belles Lettres, 1965. In-8°, LVIII + 1082 pages.

Avant d'analyser plus à fond le monumental ouvrage que M. Suratteau vient de consacrer à cinq années seulement, il est indispensable d'en donner succinctement les divisions. Faute de prendre cette précaution, le plan et les articulations très fermes de ce volume risquent d'être ensevelis sous une présentation volontairement touffue et sous la masse des petits faits analysés par l'auteur. Celui-ci a en effet éclairé et, en quelque sorte, justifié son parti de tout dire par son sous-titre: «Etude des contacts.» Entre une introduction et une conclusion générale, les chapitres un à vingt-six sont répartis en trois parties inégales. La première, occupant près de la moitié du livre, décrit le Mont-Terrible, de l'automne 1795 au printemps de 1797; la seconde étudie, en moins de 150 pages, la transformation du département, du printemps de 1797 à mars 1798; la dernière, d'environ le double de la précédente, s'attache au Grand Mont-Terrible, de mars 1798 à avril 1800.

La prépondérance relative de l'époque 1795—1797 s'explique par l'exposé général de la situation, réparti en quatre points, à savoir: les problèmes administratifs et politiques, les problèmes humains et les conflits, les problèmes économiques et financiers, enfin les problèmes de la frontière. La deuxième partie traite la réunion de l'ancienne principauté de Montbéliard, les problèmes intérieurs, enfin la préparation de l'annexion, puis l'occupation du Jura méridional. En dernière partie, trois subdivisions suggestives par leur titre — le Mont-Terrible après son agrandissement, l'essai d'intégration de l'an VI, les échecs et la débâcle — relatent les derniers soubressauts du département.

Dès l'avant-propos, M. Suratteau prend ses distances d'avec Jules Gautherot, auteur de «La Révolution dans l'ancien évêché de Bâle» (1908), systématiquement hostile à la France révolutionnaire, prolix sur la République rauracienne, mais négligeant le Directoire. Or, cette époque est décisive pour le Mont-Terrible, et le différencie précisément des autres départements. L'introduction rappelle que l'ancien évêché de Bâle est réuni à la France au moment de la Terreur, lorsque la Liberté promise n'équivaut pas à la somme des libertés réelles. Dans le domaine religieux, toutes les mesures prises depuis 1789 vont être appliquées en bloc, amenant la catastrophe. La lutte pour l'égalité n'aboutira guère, vu l'opposition marquée par les bourgeois (ressortissants d'un lieu) et par les habitants aux simples résidents. Elle constitue un facteur de trouble, s'ajoutant au double jeu de certains fonctionnaires ménageant l'Ancien régime. De plus, le petit pays s'ingénie à maintenir ses relations traditionnelles avec le Corps helvétique, seul voisin neutre de la France, qu'il faut ménager. Les érudits locaux trouveront certes matière à quelques critiques de détail<sup>1</sup>. Ils apprécieront du moins l'exposé de la dépendance économique déjà ancienne à l'égard de la France, les calculs de densité de la population et les considérations démographiques. Les paragraphes sur la réunion de l'ancien évêché à la France ne cachent pas la légalité douteuse de l'opération, faite dans un esprit bien propre à desservir la démocratie. Quelques lignes de terminologie, significatives, rappellent que «patriote» n'avait pas le même sens à Porrentruy et à Paris. Une mise au point sur le rôle de Rengger introduit, en raccourci, les convulsions politiques développées ensuite par le menu. Le texte de cette thèse de doctorat exige, en effet, une attention soutenue du lecteur entraîné dans le détail de chaque sujet, et obligé de s'orienter parmi les nombreux personnages cités. Quelques-uns, sortant du lot, auraient mérité une petite biographie synthétique. L'auteur aurait aussi pu éviter quelques redites nées du découpage en trois tranches chronologiques.

L'administration même du département posait des problèmes épineux. Ainsi, après les élections communales, le nombre des élus démissionnaires donna au phénomène la forme d'une «grève» administrative; il fallut nommer des agents aux frais des communes récalcitrantes. La «réaction» (ceux qui regrettaient l'ancien état de choses) grignota du terrain. Une loi du 3 brumaire an IV, excluant les émigrés et leurs proches parents de l'administration, décima celle-ci de manière significative. L'opposition se révéla particulièrement tenace dans les districts de langue allemande, où l'inobservation des lois prit des formes plus ou moins subtiles. L'ancien évêché, principauté d'Empire, était un Etat féodal semi-autonome, dont les parties se trouvaient

---

<sup>1</sup> Orthographe: Rengguer et Triponé. — Localisations discutables sur la carte p. 12. — L'évêque de Lausanne ne dépendait pas de Lyon, mais de Besançon, p. 20. — Le Haut-de-Neuchâtel est un terme inusité pour les Montagnes neuchâteloises, p. 32. — Les gouverneurs des rois de Prusse, à Neuchâtel, furent tous étrangers, sauf Chambrier d'Oleyres, au XIX<sup>e</sup> siècle, p. 616.

faiblement unies; les « bourgeoisies », signe d'une grande autonomie communale et des privilèges locaux, étaient une force capable d'en imposer au souverain. Cette circonstance explique la ténacité des habitants, lorsqu'il s'agissait de tourner les nouvelles lois, fort mal reçues et appliquées. A cet égard, le problème des émigrés est particulièrement original, puisque le Mont-Terrible n'est devenu français qu'en 1793. Il fallut fixer une date spéciale pour l'application des lois (les listes passent de 1237 noms à 188, puis à 699...), tenir compte de ceux qui se disaient Suisses, des soldats au service étranger et des simples absents. Un des intérêts du volume réside au reste dans le fait qu'il est écrit par un universitaire français, très au courant de l'histoire générale de la Révolution, jugeant du problème avec sérénité, sans pouvoir s'empêcher de laisser poindre une certaine déception devant une disposition d'esprit aussi réfractaire à l'égard des principes de 1789. « Il est vrai, écrit M. Suratteau, p. 203, qu'il s'agit d'un cas limite, puisque nous sommes en fait dans un pays annexé. »

Pour la question religieuse, d'autant plus complexe qu'on vénérât et craignait les prêtres fort influents, l'auteur note très justement: « On commet la même erreur que pour la Vendée elle-même; les sentiments religieux ne sont que l'un des substrats de la révolte comme du mécontentement beaucoup plus profond et durable... Cette région, devenue bernoise, fut l'un des champs de bataille les plus caractéristiques du ‚Kulturkampf‘ suisse » (p. 227). L'arrivée en bloc des lois applicables aux ecclésiastiques fut très préjudiciable au régime, d'autant plus qu'on prit souvent l'écheveau à rebours. Quatre-cinquièmes des prêtres émigrèrent, du reste sans s'éloigner beaucoup, mais ils furent mis sur la liste des émigrés. On n'osa pas appliquer la loi aux restants, de peur d'une guerre civile. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que pour 15% de prêtres jureurs, 85% aient refusé la constitution civile du clergé. Proches de leur paroisse, les anciens curés franchissaient aisément la frontière pour exercer leur ministère, restant insaisissables aux forces de police paralysées par la complicité générale de la population. Quant à la première série de vente des biens nationaux, toutes sortes d'entraves freinèrent leur aliénation. On finit par faire jouer chez les « indigènes » la crainte d'un achat par les « Français de l'intérieur ». Les gros morceaux profitèrent à des étrangers ou à quelques riches personnages, les lopins passèrent aux paysans. Des procès résultèrent de maintes situations embrouillées (biens d'Eglise ou d'émigrés, hautes joux), et on trancha « ouvertement ou sournoisement dans un sens favorable aux communes, contre la République ». La pénible rentrée des impôts, dans un pays qui n'en levait pas sous cette forme, donne une bonne idée de la réaction d'une population forte de ses habitudes et de ses privilèges anciens. Tout tendait à l'émiettement et au particularisme, dans un pays pris à rebrousse-poil par un régime centralisateur.

Au début de l'été 1797, après l'annexion du Montbéliard, l'aigreur paraît vite. En un certain sens, la situation est simplifiée par la victoire électorale des conservateurs, bien sûr en conflit avec l'administration. L'élection de

Barthélemy au Directoire a un profond retentissement dans le Mont-Terrible. Les Suisses qui comprennent mal l'imbroglie se réjouissent à tort d'une continuité supposée dans la politique de la France. En fructidor an V, les Jacobins, peu nombreux, se regroupent et obtiennent une épuration de l'administration départementale et des autorités locales. Le commissaire Roussel, jusqu'alors très tiède, s'affirme républicain bien tardivement, puisque la situation générale évolue déjà en sens contraire. M. Suratteau, très à l'aise dans tous les retournements de la situation, montre ensuite comment se prépare l'annexion du Jura sud, souhaitée par Reubell qui n'aime pas la Suisse. Dans le département agrandi, de nouvelles divisions et d'autres luttes s'ajouteront aux anciennes. L'incivisme va gagner la partie sud, réunie; il ne s'atténuera que pour faire place à de l'atonie.

Dès la fin du printemps de 1797, une vraie fièvre de convoitise porte les gens à acquérir des biens nationaux. Les ventes se feront au détriment des habitants du sud, en faveur de ceux du nord et des administrateurs déjà au fait des opérations. M. Suratteau décortique par région et par catégories les 46 millions de biens vendus à des acquéreurs répartis dans un rayon peu étendu. De vrais syndicats de défense locaux s'opposent à d'autres formés d'accapareurs. En 1798, comme précédemment, le Mont-Terrible reste tourné vers la Suisse désormais «régénérée». La prépondérance du sud et des Réformés se marque, lorsque trois administrateurs du département sur cinq sont choisis dans ces milieux. Liomin fils va du reste être l'homme fort du régime, sans pouvoir évincer l'infatigable Roussel, dans une région où il n'existe pas de vrai parti républicain et français. Certes, prêtres et émigrés ont perdu une partie de leurs bases de départ, et les pasteurs, sauf deux, ont fait leur soumission, mais Roussel cherche à faire valoir son administration, lorsque ses rapports d'inspection au ministre tendent à faire croire à une amélioration.

Parmi toutes les causes de la disparition du Mont-Terrible, l'économie a joué un rôle important. L'approvisionnement en vivres, difficile dans le passé, devint plus précaire encore. L'horlogerie, si active dans le sud, allait pâtir, peut-être moins qu'on l'a écrit, des lois grevant les cultivateurs-horlogers; l'économie, en général, souffrit du déplacement des douanes d'un grand pays protectionniste qui ne pouvait admettre les conditions régionales. Le contre-coup de l'attaque française contre la Suisse, en 1798, pesa aussi lourdement: les ressources éponnées par les aléas de la guerre ne suffirent plus à payer les dépenses locales, ni les fonctionnaires, c'est-à-dire le train de vie d'un département normal. De plus, la vive émotion suscitée par la loi sur la conscription allait provoquer d'incroyables manœuvres de dérobade, jusqu'aux mutilations et aux falsifications des registres de naissances. A peine plus du septième des conscrits serait en définitive resté sous les drapeaux. Il est vrai que les lourdes réquisitions donnaient au Mont-Terrible l'impression d'être un pays ennemi de la France. La fin du Directoire, rendant possible une révision de la constitution, provoqua la disparition du

département, autant que le retrait de Reubell. La loi du 28 pluviôse an VIII consacra la réunion du Mont-Terrible au département du Haut-Rhin.

Dans sa conclusion générale, M. Suratteau observe que l'échec politique et la stagnation psychologique, dans l'immédiat, ne doivent pas faire perdre de vue les profits réalisés par l'achat des biens nationaux, ni le désendettement des paysans. Les lecteurs, s'interrogeant sur la formule optimiste « progrès social lent, mais continu », conviendront facilement de la réalité des ouvertures sur l'avenir, où comptent les effets de l'instruction et les carrières militaires ou administratives. Le fruit tardif, mais incontestable des idées françaises, sera l'effort de la génération active en 1830 en faveur d'une constitution plus démocratique, ou l'action d'un Xavier Stockmar, ancien élève du collège communal français de Porrentruy.

Ce résumé, bien incomplet, montrera, nous l'espérons, que le Mont-Terrible a trouvé en M. Surratteau un historien très bien informé, ayant su approfondir les divers thèmes d'étude, pour les faire converger vers une conclusion nuancée.

*Neuchâtel*

*Jean Courvoisier*

JOH. HCH. PESTALOZZI, *Sämtliche Briefe*. Bd. 7: 1810/11. Zürich, Verlag Orell Füßli, 1965. 549 S.

Das große Unternehmen der kritischen Ausgabe von Pestalozzis Werken und Briefen nimmt seinen Fortgang: Als neueste Publikation der von EM. DEJUNG betreuten, in Ausstattung und wissenschaftlicher Bearbeitung vorbildlichen, auf 11 Bände programmierten Briefedition liegt nun der 7. Band vor. Er enthält neben zahlreichen Regesten von Briefen, die nur nominell von Pestalozzi stammen, 454 Briefe im Wortlaut, zumeist nach dem Original gedruckt, alle geschrieben in den Jahren 1810 und 1811, also in einer Zeit, in der Pestalozzis Erziehungs- und Lehrinstitut in Yverdon in voller, wenn auch von schwerer Krise beschatteter Wirksamkeit stand.

Neben der rein geschäftlichen Korrespondenz nehmen denn auch die sehr sorgfältig abgefaßten, persönlich differenzierten Schülerberichte einen breiten Raum ein, wobei sich Pestalozzis Vertrauen in die guten «Grundkräfte» der «Menschennatur» immer wieder neu bestätigt. Auch über disziplinarisch schwierige, zerstreute, faule, uninteressierte Schüler fällt nie ein endgültiges Verdammungsurteil, geschweige denn daß sie als untragbar oder nicht promovierbar ausgewiesen würden; sie sind vielmehr die «Kinder der Hoffnung», an denen sich die «Kraft der Methode» besonders wirksam erweisen muß, wenn ihnen nur Geduld, Liebe und Vertrauen von seiten der Eltern und Lehrer nicht vorzeitig entzogen werden.

Am aufschlußreichsten sind allerdings die zum Teil sehr umfangreichen Briefe an Freundinnen und Freunde wie an Rosette Kasthofer, Maria Johanna von Pobeheim, an Joh. Ludw. Ewald, Ludw. Nicolovius, Joh. v. Muralt und vor allem an den Frankfurter Arzt Franz Adam Lejeune. Hier